

## La fin des subventions aux producteurs du Nord ne suffira pas à sauver le coton africain

LE MONDE ECONOMIE | 19.03.07 | 16h55 • Mis à jour le 19.03.07 | 16h55

**L**ors de l'ouverture de la 24e conférence des chefs d'Etat franco-africains, Jacques Chirac a appelé les pays riches à éliminer leurs subventions à la production de coton. Ces dernières augmentent artificiellement l'offre mondiale et dépriment son prix, privant les producteurs subsahariens d'opportunités d'exportation et quelque 10 millions d'habitants d'Afrique de l'Ouest d'une source de revenus capitale.

L'élimination des subventions serait d'autant plus opportune que les restrictions américaines et européennes décidées en 2005 à l'encontre des importations textiles chinoises devraient être abolies, en décembre 2007, par l'Union européenne et, en décembre 2008, par les Etats-Unis. Ces restrictions freinent la croissance de la production textile chinoise, donc ses besoins en coton. Leur élimination offrirait aux producteurs ouest-africains de nouvelles opportunités d'exportation. D'après une étude récente du Groupe d'économie mondiale à Sciences Po (GEM), chaque variation de 1 % des exportations textiles chinoises vers l'Europe et les Etats-Unis se solderait par une variation de 1,8 % des importations chinoises de coton en provenance d'Afrique.

La demande de retrait des subventions cotonnières n'est pas nouvelle, mais la conjoncture actuelle est favorable. Pour la France et l'Europe, le coton est un sujet mineur, comparé aux autres produits agricoles en jeu dans les négociations de Doha. Pour les Etats-Unis, deuxième producteur mondial de coton, le sujet, au contraire, est sensible, mais ne pas réduire les subventions cotonnières devient difficile. En mars 2005, l'organe d'appel de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) les a jugés contraires aux engagements des Etats-Unis auprès de l'OMC, et cette obligation légale s'est doublée d'une contrainte politique depuis que quatre pays producteurs de coton ouest-africains ont su médiatiser leur cause grâce à leurs initiatives dans le cadre de l'OMC.

Cela dit, la bataille du coton est loin d'être gagnée car les gouvernements ouest-africains devront faire bien plus que réclamer le changement des politiques des pays riches. Ils devront s'atteler à une réforme profonde de leur secteur cotonnier pour accroître les capacités de réaction de leurs producteurs nationaux. Les études disponibles estiment les pertes subies par les producteurs ouest-africains, du fait des subventions européennes et américaines, à un montant compris entre 26 et 504 millions de dollars par an. Cet écart considérable tient essentiellement à l'appréciation que les analystes font de la réactivité supposée des producteurs ouest-africains à une hausse du prix mondial du coton consécutive à une suppression des subventions. Plus cette réactivité est faible, moins les pertes causées par les subventions sont importantes.

Or une autre étude récente du GEM suggère que cette réactivité serait très faible et, plus grave encore, en baisse depuis le milieu des années 1990. En somme, les opportunités potentielles

liées à l'élimination des subventions et des quotas risquent d'être des plus limitées si les gouvernements ouest-africains n'agissent pas avec vigueur chez eux.

Pourquoi les producteurs ouest-africains seraient-ils si peu réactifs ? La cause essentielle semble bien être les régulations inappropriées mises en oeuvre par les institutions semi-publiques ouest-africaines, qui empêchent les petits producteurs d'être directement en contact avec les marchés nationaux et internationaux. Certes, des réformes ont été engagées depuis la fin des années 1980, mais il y a encore beaucoup à faire. Au Mali, par exemple, il semble que la seule réforme ayant eu un impact sur la réactivité des producteurs ait été la dévaluation du franc CFA, en 1994. Cela suggère que, pour être efficaces, les réformes doivent être transparentes et apparaître irréversibles. Il faut aussi qu'elles s'accompagnent de progrès techniques et d'investissements en infrastructure améliorant le fonctionnement des marchés intermédiaires (entrants, transport et égrenage notamment). Toutes ces réformes sont d'autant plus urgentes que, bien que la production augmente, les rendements baissent.

Ainsi, pour que *"l'insertion de l'Afrique dans les échanges internationaux se fasse dans le respect de l'équité"*, selon les termes de Jacques Chirac, l'abolition des subventions ne suffira pas. De meilleures institutions, des réformes réglementaires internes, des investissements dans les infrastructures et dans l'information sur les marchés du coton seront nécessaires. Les fonds français et européens promis au titre de l'aide au commerce pourraient être utilement alloués à ce secteur crucial pour le développement de l'Afrique.

Il restera alors à souhaiter que le prochain président français reconnaisse que les autres subventions agricoles européennes asphyxient, elles aussi, les producteurs africains, et qu'une réforme générale de la politique agricole européenne pourrait profiter aux paysans africains autant voire plus que les politiques d'aide au développement.

---

Claire Delpeuch est assistante de recherche au Groupe d'économie mondiale à Sciences Po (<http://gem.sciences-po.fr/>).

**CLAIRE DELPEUCH**

Article paru dans l'édition du 20.03.07